# Climat et transitons énergétique : c'est quoi le problème avec « Jobs4Climate » (Belgique) ?

mercredi 14 mai 2014, par TANURO Daniel (Date de rédaction antérieure : 14 avril 2014).

Sommaire


- Investir, investir, investir…
- Life Cycle Analysis
- Equilibrer le « 2°C carbon
- Pas à la hauteur des ambitions
- « Un changement révolutionnair
- Win-win-win ?
- Une occasion ratée


Dans un précédent article sur ce site (« Plus de renouvelables ou moins d'émissions ? » [1]), je me suis attaché à démontrer qu'une politique climatique à la hauteur de l'enjeu et de l'urgence doit être pilotée en premier lieu par un plan de réduction drastique des émissions, et pas par une augmentation de la part des sources renouvelables dans le système énergétique. Je voudrais maintenant, comme annoncé, montrer l'importance de ce principe en discutant le cas concret de la campagne « Jobs4Climate » (des emplois pour le climat, en franglais) de la « Coalition climat ».

Pour rappel, cette Coalition regroupe 70 organisations des mouvements environnementaux, syndicalistes et Nord-Sud. Le 27 mars, elle a lancé une campagne visant à revendiquer *« un important programme d'investissement dans la rénovation des bâtiments, les transports publics, le développement du réseau d'électricité et les énergies renouvelables »*

## Investir, investir, investir…

Concrètement, la Coalition demande de doubler la cadence de la rénovation énergétique des bâtiments, d'accélérer les investissements dans les énergies renouvelables, d'investir dans le réseau électrique de demain, d'investir d'urgence dans les transports en commun et de construire 12.000 Km de pistes cyclables supplémentaires. A l'occasion des élections, elle interpelle les partis à ce sujet.

Dans son argumentaire, la Coalition souligne que ces investissements *« permettraient de créer de l'ordre de 60.000 emplois supplémentaires, de réduire la pollution de l'air, de réduire notre dépendance aux combustibles fossiles coûteux et de contenir les changements climatiques »*.

*« … Et de contenir les changements climatiques »* ? Minute papillon, ce dernier argument est inexact : ces investissements, en soi, ne permettent pas de « contenir les changements climatiques ». Pour que ce soit le cas, il faudrait qu'ils fassent partie d'un plan global organisant une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 11% par an. Ce n'est évidemment pas à la

Coalition d'élaborer un tel plan. Par contre, elle devrait exiger des pouvoirs publics qu'ils s'en chargent, et confronter tous les partis politiques à cette exigence. Ne pas le faire, c'est passer à côté de l'enjeu principal.

## Life Cycle Analysis

Au cours de la conférence de presse de présentation de la campagne, Jean-François Tamellini, secrétaire national de la FGTB, a concrétisé la démarche de « Jobs4Climate » pour le secteur de la construction. C'est un bon exemple qui montre que, vu l'urgence, il ne suffit malheureusement pas de faire des investissements verts pour déployer une stratégie climatique digne de ce nom.

*« Nos bâtiments consomment en moyenne 72% de plus que la moyenne des pays de l'Union européenne*, a dit JF Tamellini, *notamment parce que notre parc immobilier est ancien et à cause de normes d'isolation thermique inadaptées. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui plus de 750.000 ménages, soit 1/7$^{e}$ des ménages belges vit en situation de précarité énergétique ! Un vaste programme de rénovation associé à la construction de nouveaux logements sociaux permettrait de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens, de réduire les émissions de $CO_2$ et de créer plus de 60.000 emplois. Un triple win-win-win »* (le franglais, toujours le franglais !).

J'ai beaucoup de sympathie pour la démarche de JF Tamellini car il défend des positions de gauche, à la fois écologiques et sociales… Mais entre le moment où une maison est complètement isolée et le moment où la non-émission de $CO_2$ qui en résulte aura compensé les émissions engendrées par la production des matériaux isolants et les travaux d'isolation, une dizaine d'années se sera écoulée. C'est ce que nous enseignent les études de « Life Cycle Analysis » (analyse du cycle de vie, en franglais).

Un *« vaste programme de rénovation et de construction de logements sociaux »* est évidemment une bonne idée. Mais, primo il faut voir qui le prend en charge (j'y reviendrai en conclusion), secundo, en soi, cet investissement ne respecte pas le « 2°C carbon budget », qui impose de commencer tout de suite à réduire drastiquement les émissions. J'insiste sur ces trois petits mots : « tout de suite ». Pas dans dix ans.

## Equilibrer le « 2°C carbon budget »

On peut faire une démonstration similaire pour les autres demandes de « Jobs4climate ». Investir dans le rail, investir dans un réseau électrique intelligent, investir massivement dans les sources renouvelables et le stockage de l'énergie : tout cela est nécessaire mais, pour tous ces investissements supplémentaires, il convient de réaliser une LCA (Life Cycle Analysis : avec les initiales en franglais, ça devient vraiment hermétique et on a toutes les chances de passer pour un expert…) afin de savoir combien d'émissions supplémentaires seront générées et combien d'années s'écouleront avant qu'elles soient compensées. En fonction de la réponse, il faut alors prendre des mesures complémentaires pour équilibrer le « 2°C carbon budget ».

Quelles mesures complémentaires ? Il ne peut pas s'agir d'autres investissements – ce serait déplacer le problème. Il n'y a donc pas à tortiller : il faut forcément, sans attendre, désinvestir, supprimer des sources d'émission de gaz à effet de serre. Lesquelles ? Je suis incapable de répondre à cette question de manière précise et quantifiée. Cela demanderait de très amples recherches. Disons de façon générale : les productions inutiles ou nuisibles (production d'armes, publicité, gadgets jetables, etc.) et les transports irrationnels (notamment ceux découlant de la stratégie de

maximisation des profits par les multinationales qui répartissent la production sur leurs différents sièges d'exploitation à l'échelle mondiale).

Selon certains auteurs, plus de 50% de l'énergie utilisée dans le système capitaliste l'est inutilement, irrationnellement ou de façon nuisible. On peut donc équilibrer le 2°C carbon budget sans dégrader la qualité de vie (en l'augmentant, plutôt). En tout cas, une chose est certaine : il faut des coupes structurelles, les investissements et les changements de comportement ne suffisent pas ! Et, pour que ces coupes structurelles ne fassent pas exploser le chômage et la misère, il n'y a qu'un seul moyen : partager le travail disponible, sans perte de salaire et avec embauche proportionnelle.

## Pas à la hauteur des ambitions

Entendons-nous bien : à tout prendre, il vaut évidemment mieux que les syndicats et les associations environnementales revendiquent des investissements verts plutôt que des investissements sales… S'il ne s'agissait que de ça, je ne me donnerais pas tout ce mal. Le problème est que les ambitions de la Coalition sont beaucoup, beaucoup plus élevées : elle dit vouloir *« peser sur les processus politiques »* en 2014-2015 afin de *« revoir l'architecture et le niveau d'ambition des politiques climatiques »* parce que celles-ci ont *« urgemment besoin d'un renversement de tendance »* afin *« d'éviter le 'crash climatique' »*.

C'est à l'aune de cette ambition-là que « Jobs4Climate » doit être évaluée. Et là, on est loin, très, très loin du compte.

On est loin du compte parce que la Coalition climat, contrairement à ce que suggère l'expression « renversement de tendance », reste complètement dans le « *mainstream* » (je vous avais prévenu : franglais !) de la politique climatique néolibérale.

Pour rappel : les économistes néolibéraux veulent croire qu'il serait possible de sauver le climat sans remettre en question la dynamique d'accumulation du capital. Il suffirait « d'internaliser les externalités », comme ils disent, c'est-à-dire d'estimer le coût du réchauffement et d'imposer ce coût aux agents économiques. Ceux-ci réorienteraient alors leurs investissements et leur consommation vers l'économie verte… et hop, le tour serait joué, le capitalisme deviendrait écologiquement soutenable.

Les adeptes de cette école vont même plus loin : selon eux, le sauvetage du climat serait une opération « win-win-win » – bénéfique à la fois pour l'environnement, pour le social et pour « notre économie ».

## « Un changement révolutionnaire »

J'ai montré ailleurs que ça ne peut pas marcher et, en effet, ça ne marche pas. Il y a même plus de vingt ans que ça ne marche pas. Comme le disait récemment le Professeur Kevin Anderson à propos des dispositifs mis en place depuis le Sommet de la Terre de 1992 : *« Aujourd'hui, après deux décennies de bluff et de mensonges, ce qui reste de budget carbone pour ne pas dépasser 2°C demande un changement révolutionnaire au niveau de l'hégémonie politique et économique »*.

Un nombre croissant de scientifiques se reconnaissent dans cette conclusion, mais la Coalition climat, elle, continue malheureusement de chercher son inspiration dans les officines du néolibéralisme. Elle les cite : le Bureau du Plan, le Conseil Central de l'Economie, l'Agence Internationale de l'Energie, la Commission Européenne…

Selon la Coalition, ces organismes *« montrent que les scénarios de transition sont les plus intéressants pour notre développement économique »*, car ils réduisent la dépendance aux importations de combustibles fossiles, améliorent la balance des paiements, diminuent la pollution et permettent de créer des emplois. Mais c'est quoi, « notre développement économique » ? Pour qui est-il « intéressant » ? Et de quelle « transition » s'agit-il ? Une transition vers quoi, pilotée par quoi : par la réduction des émissions ou par l'augmentation (du marché) des renouvelables ? En franglais : quel est le « Driver4Climate » ?

Pour la Belgique, le chiffre de 60.000 emplois nouveaux est évidemment ce qui séduit les organisations syndicales. Or, il ne tombe pas du ciel mais de l'étude du Bureau du Plan sur la faisabilité de sortir des combustibles fossiles en Belgique à partir de 2050.

Alors que le directeur du Tyndall Center on Climate Change Research demande *« un changement révolutionnaire au niveau de l'hégémonie politique et économique »*, le Plan, lui, estime qu'une sortie des fossiles est possible *« sans changer le paradigme économique actuel »* – le néolibéralisme, le profit et la croissance. La contradiction entre les deux affirmations renvoie justement au choix du « driver » : celui d'Anderson est la baisse des émissions, celui du plan est la hausse de la part des renouvelables.

Pour faire la part des choses, voyons ce que le « *win-win-win* » du Bureau du Plan a dans le ventre, sur le plan environnemental et sur le plan socio-économique.

## Win-win-win ?

Sur le plan environnemental, les techniciens du Plan ne cachent pas que leur travail n'a pas pour but d'éviter le « crash climatique ». Certes, dans la mesure où la Belgique ne brûlerait plus de combustibles fossiles après 2050, il n'y aurait plus d'émissions après cette date… Mais c'est tout de suite – je me répète, là !- qu'il faut réduire les émissions de façon drastique. Or, d'ici 2050, la seule contrainte climatique intégrée par le Plan est l'objectif européen de 20% de réduction en 2020 : totalement insuffisant. Avec ça, on va dans le mur.

J'ai écrit *« dans la mesure où la Belgique ne brûlerait plus de combustibles fossiles après 2050 »*. Pourquoi cette réserve ? Parce que l'étude du Bureau du Plan n'exclut pas les achats de droits de polluer (crédits de carbone générés par le Clean Development Mechanism) et ne comptabilise pas les « émissions grises » (autrement dit les émissions dues à l'importation de biomasse, d'autres marchandises et de courant électrique, produits ou transportés à l'aide d'énergie fossile). Dire que le Plan prouve la possibilité d'une Belgique « 100% renouvelables » à partir de 2050 est donc une contre-vérité…

Sur le plan socio-économique, le prix à payer pour le scénario du Plan serait une forte augmentation des prix de l'énergie, un transfert des « charges du travail » (en réalité : le salaire socialisé) vers la fiscalité indirecte et une hausse sans précédent de la flexibilité du travail. En particulier, pour que le stockage de l'énergie ne coûte pas trop cher, les entreprises grosses consommatrices de courant devraient travailler l'été (quand il y a plus de soleil) et fermer l'hiver. Cette mesure n'est justifiée que par des impératifs capitalistes de compétitivité. Plus de cent mille travailleurs et travailleuses sont concerné-e-s et devraient en faire les frais… Il est où, le « win-win » ?

## _Une occasion ratée

La Coalition climat n'endosse évidemment pas explicitement cet aspect des « scénarios-de-transition-les-plus intéressants-pour-notre-développement-économique ». Elle ne plaide pas pour que les gens travaillent l'été et prennent leurs congés l'hiver, non. Elle ne plaide pas non plus explicitement pour qu'une « baisse des charges sociales » serve à financer les investissements demandés. Mais elle ne répond à la question « Qui va payer les investissements ? » que par des formules vagues sur *« l'effort équitablement réparti »*. Et elle ne pose aucune revendication sortant du cadre néolibéral du marché libre ainsi que des instruments censés l'orienter : les primes, les normes, les mécanismes fiscaux, etc.

Pour reprendre l'exemple du secteur de la construction, Il est clair qu'un programme ambitieux de rénovation énergétique de tout le parc immobilier nécessite un plan public exécuté par des entreprises publiques, sous contrôle des collectifs d'habitants. C'est le seul moyen pour que le travail soit réalisé le plus vite possible, en fonction de l'efficience énergétique globale, indépendamment de la demande solvable des ménages et du profit des entrepreneurs. La FGTB wallonne a pris cette position. Pas la Coalition climat : elle demande simplement d'améliorer les mécanismes de soutien aux ménages qui décident d'isoler leur habitation… Le mainstream néolibéral, toujours.

Au nom de la FGTB, Jean-François Tamellini a conclu son intervention à la conférence de presse du 27 mars en disant que *« la solution devra inévitablement traiter le problème à sa source, en nous permettant de sortir d'un système où le profit dicte ses lois et considère l'être humain et l'environnement comme de simples variables d'ajustement »*. C'est le bon sens même : comme disait Einstein, *« on ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont provoqué »*. Si ces paroles fortes avaient trouvé un écho auprès des autres composantes de la Coalition, « Jobs4Climate » aurait pu être autre chose que le X$^{e}$ exercice d'auto-intoxication sur la possibilité de verdir le capitalisme par une *« transition juste »* (je reviendrai sur ce concept dans un prochain article). Ce n'est, hélas, pas le cas.

**Daniel Tanuro**

---

### P.-S.

* http://www.lcr-lagauche.org/

---

### Notes

[1] Voir sur ESSF (article 31886), Contrainte climatique et transition énergétique : plus de renouvelables ou moins d'émissions ?.